



## **Déclaration liminaire de la CGT Educ'Action du Var au CSA Départemental du 14/03/2023**

Depuis le 19 janvier, les grèves et manifestations témoignent du rejet massif de la réforme des retraites par une écrasante majorité de la population dont plus de 70% des actifs . S'appuyant sur une intersyndicale forte et unie, la mobilisation a franchi un cap incontestable le 7 mars avec 3,5 millions de manifestant-es et de très nombreuses grèves. Dans ce contexte, le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, par son succès exceptionnel, a pris une tonalité particulière dans la mesure où la contre-réforme des retraites fait une fois de plus des femmes les grandes perdantes.

Cette nouvelle étape dans la mobilisation a été marquée aussi, dans tout le pays, par l'entrée en grève reconductible de nombreux secteurs : transports, énergie, éducation...

Pourtant malgré ce rejet massif de la réforme, le président refuse de recevoir les organisations syndicales et le gouvernement continue d'user d'arguments fallacieux et de contre-vérités pour justifier son projet.

Pour la CGT Il n'y a pas de problème budgétaire à court-terme pour financer les retraites. Et les 12 milliards d'€ de déficit annoncés pour 2027 pourraient largement être compensés en jouant sur deux leviers : les salaires et l'emploi !

En ce qui concerne les salaires , il faudrait par exemple mettre fin aux 28% d'écart de salaire entre les femmes et les hommes et de façon plus générale augmenter les salaires.

A ce sujet, dans notre secteur, la proposition de pacte salarial est inacceptable et méprisante, elle vise à entretenir les divisions entre les collègues et à renforcer les inégalités entre les femmes et les hommes. Elle s'inscrit dans une véritable casse de l'Éducation dont la réforme de la voie professionnelle est le dernier avatar, dans un contexte d'accroissement de la précarité et de multiplication des fermetures de classes, alourdissant encore les effectifs par classe.

Dans notre département le vote unanime contre les 22 suppressions de classes dans le 1<sup>er</sup> degré annoncées lors du CSA Départemental du 9 février dernier est à ce titre révélateur.

En ce qui concerne le second degré, lors du CSA Départemental du 25 Janvier consacré aux DGH, la CGT Educ'Action vous avez fait part M. le DASEN de ses craintes relatives à des suppressions de postes importantes dans les LGT ainsi qu'à des suppressions également en technologie en collège .

C'est en effet cela qui est annoncé dans le document de travail que vous nous présentez aujourd'hui : 6 suppressions de postes en Technologie et plus généralement un solde positif toutes matières confondues de 14 postes seulement en collège pour 800 élèves de plus à la rentrée prochaine ...

Et que dire des LGT pour lesquels on recense 20 suppressions de postes alors que le nombre d'élèves attendu en pré bac à la rentrée prochaine est en augmentation.

La CGT dénonce depuis 2019 le passage dans l'académie à un mode de calcul des DGH des LGT au H/E qui leur est très défavorable . C'est pour cela que la CGT Educ'Action du Var vous demande, M. le DASEN, la constitution d'un Groupe de Travail sur la modification de la clef de répartition des DGH des LGT.

Enfin pour les LP, et malgré des dotations en accroissement on constate un solde nul dans la balance des postes.

La CGT déplore également la multiplication des compléments de service, qui continuent de croître dans le département. Il s'agit là aussi d'une évolution qui impacte notablement les conditions de vie et de travail de nombreux collègues.

Pour terminer, entre la question des postes et de l'emploi et celle de la réforme contestée des retraites le lien est évident, et c'est pour cela que la CGT, la FSU, FO et SUD ont appelé les collègues à un rassemblement ce jour à 11h30 devant la DSDEN.

Plus largement la CGT et l'intersyndicale appelle à la participation massive à la journée d'action interprofessionnelle du mercredi 15 Mars , jour de la tenue de la commission mixte paritaire qui étudiera le projet de réforme des retraites .

De même la CGT appelle également à renforcer le mouvement jusqu'au retrait de la réforme , y compris par la grève les jours de passage des épreuves de spécialités du baccalauréat les 20 et 21 Mars prochain.